

Informations sur la mise en application de l'assistance pour défaut de pension alimentaire

Nonassistance Support Enforcement Information

(RCW 34,05 et RCW 74,20A)

Parties à votre ordonnance de pension alimentaire

Les parties à votre ordonnance de pension alimentaire incluent le parent qui n'a pas le droit de garde et le parent qui a obtenu le droit de garde ou le gardien physique. Le parent qui n'a pas le droit de garde est la personne qui doit payer une pension alimentaire. Le parent qui a le droit de garde ou la personne physique qui a le droit de garde est normalement la personne avec qui les enfants vivent. Soit le parent qui a le droit de garde ou soit celui qui n'a pas le droit de garde est le parent à qui incombe l'obligation de fournir une assurance maladie et/ou de payer pour les dépenses médicales des enfants s'ils ne sont pas assurés.

Division des pensions alimentaires

La division des pensions alimentaires (DCS) possède des bureaux dans tout l'état. La DCS gère et veille à poursuivre l'exécution des affaires de pensions alimentaires. Pour que la DCS soit chargée de mettre en application votre ordonnance de pension alimentaire, une des parties doit en faire la demande auprès des services par écrit. Après réception de votre requête de services, la DCS assignera votre cas au bureau dont vous dépendez, c'est-à-dire le bureau responsable pour le secteur géographique où vous vivez.

Si votre ordonnance de pension alimentaire requiert que les paiements soient effectués via le Washington State Support Registry (voir la section suivante) mais que la DCS ne reçoit pas de requête de services, la DCS ouvrira pour vous un fichier de Paiement des services uniquement (Payment Services Only - PSO). DCS offre uniquement des services de traitement des paiements et de tenue de la comptabilité pour les cas PSO.

Registre des pensions alimentaires de l'État de Washington

Le registre des pensions alimentaires de l'État de Washington (Washington State Support Registry - WSSR) fait partie de la DCS qui tient la comptabilité et qui distribue les paiements de pension alimentaire. DCS saisira votre ordonnance de pension alimentaire dans le WSSR quand l'une des situations suivantes survient.

1. Une des parties à votre ordonnance de pension alimentaire a demandé les services de mise en application de la pension alimentaire à la DCS.
2. Votre ordonnance de pension alimentaire requiert que le parent qui n'a pas la garde paie la pension alimentaire via le WSSR.

Représentation

La DCS et les bureaux du procureur travaillant avec la DCS représentent le Département des services sociaux et sanitaires. Ces bureaux ne représentent aucune des parties prenantes à votre ordonnance de pension alimentaire.

Exigences pour bénéficier des Services de mise en application de la pension alimentaire de non assistance

Si les enfants pour lesquels vous demandez des services de mise en application de pension alimentaire reçoivent une assistance publique de l'état de Washington, la DCS fournit déjà ces services.

Si vous n'avez pas la garde légale des enfants pour lesquels vous faites une demande de services de mise en application de pension alimentaire, vous devez faire une déclaration comme quoi vous ne tenez pas les enfants à distance de leur gardien légal.

La DCS perçoit 25 00 USD pour chaque exercice fiscal fédéral pendant lequel la DCS vous envoie 500 USD en pension alimentaire si vous **n'avez jamais reçu** une aide temporaire aux familles nécessiteuses (Temporary Assistance to Needy Families - TANF), une TANF tribale ou une Aide aux familles avec des enfants à charge (Aid to Families with Dependent Children - AFDC) pour tout enfant. L'exercice fiscal commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre chaque année. DCS perçoit cette redevance en prélevant 25 USD sur le recouvrement de la pension alimentaire après que la DCS vous ait envoyé vos premiers 500 USD. Si vous avez des enfants avec plus d'un parent n'ayant pas le droit de garde, vous pouvez être assujetti(e) au paiement de plus d'une redevance annuelle. Si vous recevez une TANF, une TANF tribale ou une AFDC d'un autre état, vous devez en fournir la preuve, telle qu'une déclaration sous serment d'une agence d'assistance publique de l'autre état ou une copie certifiée conforme de votre dossier d'assistance, à la DCS. La DCS facturera la redevance tant qu'elle n'aura pas reçu de justificatif.

Audiences

La loi RCW 34.05 permet aux deux parties à votre ordonnance de pension alimentaire de prendre part à une audience en rapport avec votre ordonnance de pension alimentaire. Chaque partie peut assister à l'audience en personne ou par téléphone. Les audiences ont une incidence sur votre pension alimentaire. Si vous choisissez de ne pas assister à l'audience, un juge de droit public peut faire droit aux requêtes formées par la DCS ou par l'autre partie en relation à votre pension alimentaire sans autre forme de préavis envers vous. Vous pouvez vous faire représenter par un avocat à l'audience.

Informations tribales

À moins que la DCS et la tribu ait passé un accord, la mise en application et les procédures de recouvrement énumérées dans ce formulaire par la DCS ne s'appliquent pas aux personnes travaillant pour des tribus, pour une entreprise appartenant à une tribu ou pour toute entreprise indienne située dans une réserve. Si le parent qui n'a pas le droit de garde, est un employé d'une des tribus indiennes, d'une entreprise appartenant à une tribu ou d'une entreprise indienne située dans une réserve, la DCS peut :

1. demander à la tribu de poursuivre l'exécution de l'ordonnance. La DCS le fera si l'État de Washington et la tribu disposent d'une procédure à cet effet.
2. Déposer une demande devant le tribunal tribal pour établir ou mettre en application l'ordonnance de pension alimentaire. Si la DCS dépose une demande devant le tribunal tribal, la DCS peut utiliser les procédures visées dans les accords passés entre l'état de Washington et les tribus indiennes ou utiliser les procédures en vigueur du tribunal tribal.

La DCS peut attribuer votre cas à une unité de mise en application tribale si l'une des situations suivantes s'applique à votre cas.

1. Une des parties à votre ordonnance de pension alimentaire ou vos enfants sont membres d'une tribu indienne.
2. Le parent qui n'a pas le droit de garde, est un employé d'une des tribus indiennes, d'une entreprise appartenant à une tribu ou d'une entreprise indienne située dans une réserve.

Services de mise en application de la pension alimentaire

Si votre ordonnance de pension alimentaire définit le montant de la pension alimentaire, la DCS s'efforcera de recouvrer ce montant. La DCS ne calcule généralement pas et ne recouvre pas les intérêts courus à l'égard de votre ordonnance de pension alimentaire. Dans certains cas, la DCS doit signifier les deux parties à l'ordonnance de pension alimentaire avant d'engager une action en recouvrement.

Si vous n'avez pas d'ordonnance de pension alimentaire ou si votre ordonnance de pension alimentaire ne traite pas de la pension alimentaire des enfants et de l'assistance médicale, la DCS signifiera une décision aux deux parties à l'ordonnance de pension alimentaire. Dans cette décision, la DCS définira les montants de la pension alimentaire et de l'assistance médicale au titre des enfants en fonction des besoins. La DCS définit le montant de la pension alimentaire à partir des revenus combinés des deux parties et du nombre d'enfants concernés. Le montant de l'assistance médicale ne peut pas être plus de 25 pour cent du montant de base de la pension alimentaire.

Si votre ordonnance de pension alimentaire ne définit pas un montant fixe de pension alimentaire, la DCS signifiera une **décision de pension alimentaire due** aux deux parties à votre ordonnance de pension alimentaire.

1. Dans la décision, la DCS définit le montant fixe de la pension alimentaire. Chacune des parties à votre ordonnance de pension alimentaire peut demander une audience en contestation du montant défini par la DCS.
2. La DCS peut tenter de parvenir à un accord en ce qui concerne le montant de la pension alimentaire avec les deux parties à l'ordonnance de pension alimentaire.

Une fois que le montant est défini et si la DCS connaît le nom de l'employeur du parent qui n'a pas le droit de garde, la DCS fera une demande de **Retenue du salaire pour pension alimentaire** à l'employeur. Cette demande requiert de l'employeur de retenir le montant de la pension alimentaire du salaire du parent qui n'a pas le droit de garde. Si le DCS ne connaît pas l'employeur du parent qui n'a pas le droit de garde, la DCS essaiera de trouver la source de revenu du parent et de recouvrer votre pension alimentaire.

Si vous avez une assurance maladie pour les enfants et que vous ne voulez pas que la DCS poursuive l'exécution d'une obligation d'assistance médicale, vous devez en fait part par écrit à la DCS et fournir une preuve de la couverture médicale. Si vous ne le faites pas, la DCS recourra à l'une des actions ci-dessous.

1. Si vous avez une ordonnance de pension alimentaire qui requiert que le parent qui n'a pas le droit de garde fournisse une assurance maladie pour les enfants, le DCS poursuivra l'exécution de l'obligation d'assistance médicale.
2. Si vous avez une ordonnance de pension alimentaire qui ne requiert pas du parent qui n'a pas le droit de garde de fournir une assurance maladie, la DCS peut essayer de modifier votre ordonnance de pension alimentaire.
3. Si vous avez une ordonnance de pension alimentaire qui requiert du parent qui a la garde de fournir une assurance maladie et/ou de pourvoir aux dépenses de santé, aux quotes-parts et franchises pour vos enfants, la DCS peut tenter de poursuivre l'exécution des obligations d'assistance médicale si le parent qui n'a pas le droit de garde fait une demande de services de mise en application de la pension alimentaire au titre des enfants.

Si vous et l'autre partie à l'ordonnance de pension alimentaire n'avez jamais été mariés, et :

1. Le père n'a pas signé de **Déclaration de paternité sous serment**, un tribunal d'état ou tribal doit déterminer qui est le père légal. La DCS renverra votre cas à un avocat, au tribunal tribal ou au bureau du procureur pour qu'une action soit engagée.
2. Le père a signé une **Déclaration de paternité sous serment**, la DCS peut obtenir l'ordonnance de pension alimentaire sans avoir recours à un tribunal.

Si l'autre partie à votre ordonnance de pension alimentaire le demande à la DCS, la DCS peut fournir tous les services de mise en application de pension alimentaire même si vous ne le souhaitez pas.

Si aucune des parties à l'ordonnance de pension alimentaire ne réside dans l'état de Washington, la DCS fournira des services de mise en application de la pension alimentaire si les deux conditions suivantes sont exactes.

1. Aucune des parties n'a reçu de services de mise en application de pension alimentaire d'un autre état.
2. Le parent qui n'a pas le droit de garde a un contact avec l'État de Washington. Le terme de contact implique de recevoir un salaire d'employeurs exerçant leur activité dans l'État de Washington, posséder des biens dans l'État de Washington, etc. Le parent n'ayant pas le droit de garde doit posséder suffisamment de contacts dans l'état de Washington pour permettre à la DCS de recouvrer la pension alimentaire.

Si le parent qui n'a pas le droit de garde habite dans un autre état et n'a aucun contact avec l'État de Washington, et que vous vivez dans l'État de Washington, la DCS peut recourir à l'une des méthodes suivantes.

1. Essayer d'établir la compétence pour l'affaire et recouvrer la pension alimentaire en accord avec les lois en vigueur dans l'état de Washington.
2. Demander à l'état dans lequel le parent qui n'a pas le droit de garde de recouvrer la pension alimentaire. L'autre état agira selon ses propres lois.
3. Renvoyer l'affaire au procureur général en vue d'une action judiciaire.

La DCS base les montants de paiement des arriérés de pension alimentaire sur un tableau d'amortissement ou sur le montant défini dans votre ordonnance de pension alimentaire. Il arrive que le parent qui n'a pas le droit de garde ne puisse payer le montant total inscrit dans le tableau d'amortissement. Dans ces cas, le parent qui n'a pas le droit de garde peut faire en sorte de payer le montant en cours de la pension alimentaire et procéder à des paiements mensuels échelonnés pour les arriérés de pension alimentaire. Vous n'avez pas le droit de remettre en cause le montant des paiements des arriérés de pension alimentaire définis par la DCS.

Si votre ordonnance de pension alimentaire permet à la DCS d'appliquer une **Retenue sur salaire pour pension alimentaire**, la DCS signifiera le formulaire à l'employeur du parent qui n'a pas le droit de garde (s'il est connu).

Si vous avez une ordonnance de pension alimentaire qui ne permet pas à la DCS de signifier une **Retenue sur salaire pour pension alimentaire**, la DCS signifiera un **Avis de dette de pension alimentaire et de demande de paiement** au parent qui n'a pas le droit de garde. L'**Avis de dette de pension alimentaire et de demande de paiement** stipule le montant de la pension alimentaire et donne à la DCS l'autorité de signifier une **Retenue sur salaire pour pension alimentaire**.

1. Si vous êtes le bénéficiaire désigné par le tribunal, la DCS vous enverra une copie de l'avis stipulant le montant de la pension alimentaire. Si vous recevez une copie et que vous n'êtes pas d'accord avec les montants stipulés vous pouvez faire une demande d'audience.
2. Le parent qui n'a pas le droit de garde peut solliciter une procédure de Conference Board (une audience informelle) pour contester les termes de la décision fixant le montant de la pension alimentaire. Vous avez le droit d'y assister et de prendre part à l'audience du Conference Board.
3. Si vous demandez une audience et que le parent qui n'a pas le droit de garde demande une procédure de Conference Board, il vous appartient de décider si vous préférez une audience ou une procédure de Conference Board.

Dans toute procédure pour établir, mettre en application ou modifier une ordonnance de pension alimentaire, la DCS peut signifier un avis aux deux parties à l'ordonnance par courrier recommandé. La DCS peut signifier ces avis à la dernière adresse connue de chaque partie. Si la DCS vous signifie un avis, il peut devenir l'ordonnance finale sans que d'autres avis ne vous soient signifiés. Un tribunal ou un juge de droit public peut faire droit à une requête en modification de l'ordonnance de pension alimentaire par défaut si une des parties ne s'est pas présentée à une procédure en modification. Ceci est applicable même si la DCS ne peut pas prouver que la partie qui ne s'est pas présentée a reçu ou pas l'avis d'audience envoyé en recommandé à la dernière adresse connue de la partie.

La DCS ne peut pas établir ou mettre en application les dispositions du droit de garde ou de visite pour les enfants.

Services de recouvrement

La DCS va essayer de :

1. Recouvrer les montants de pension alimentaire en cours et les arriérés (si applicable).
 - La DCS peut passer un accord temporaire qui permet au parent qui n'a pas le droit de garde de payer moins que le montant de pension alimentaire mensuel courant indiqué dans votre ordonnance de pension alimentaire. La DCS utilise ce programme uniquement quand le parent qui n'a pas le droit de garde ne peut pas payer le montant total de la pension alimentaire et participe à un programme de formation d'emploi qualifié. Les paiements augmentent périodiquement pour permettre à la DCS de recouvrer tous les montants courants et les arriérés de pension alimentaire.
2. Recouvrer les intérêts sur les arriérés de support alimentaire. La DCS ne le fera uniquement que si vous avez une ordonnance de pension alimentaire ou un jugement d'un tribunal tribal ou d'état qui stipule le montant total des intérêts accumulés.
3. Recouvrer les coûts de soins de santé des enfants, si votre ordonnance de pension alimentaire l'impose.
4. Recouvrer la prestation compensatoire de l'époux (pension alimentaire), si votre ordonnance de pension alimentaire l'impose. La DCS ne définit pas les montants de prestation compensatoire au titre de l'époux.

5. Mettre en application les obligations d'assistance médicale. La DCS peut essayer de recouvrer les dépenses médicales non remboursées (peut inclure les quotes-parts, les franchises et les primes) pour les enfants couverts par l'ordonnance en utilisant les voies de droit au titre de RCW 74.20 et RCW 74.20A. Les dépenses médicales non assurées sont définies par WAC 388-14A-1020. La DCS peut signifier un **Avis d'assistance médicale nationale** pour faire appliquer vos obligations d'assurance maladie.
6. Faire appliquer la pension alimentaire au titre de l'éducation supérieure pour les enfants qui continuent leurs études après le lycée. Seul un tribunal tribal d'état peut ordonner ce type de pension alimentaire. La DCS ne peut pas établir ce type de pension alimentaire.

Vous n'avez pas à demander à la DCS d'entreprendre les actions stipulées dans cette section. La DCS agit selon ce que votre cas requiert. Cependant, vous pouvez être amené à découvrir de nouvelles informations qui peuvent aider la DCS à recouvrer votre pension alimentaire. Si c'est le cas, vous devez en informer la DCS. Y compris les informations suivantes sur toutes les correspondances avec la DCS.

1. Votre nom, adresse, numéro de téléphone et votre numéro de dossier.
2. Le nom du parent qui n'a pas la garde et son numéro de sécurité sociale (s'il est connu).

Compensation du remboursement sur l'impôt fédéral

La DCS informera l'administration fiscale (Internal Revenue Service - IRS) du fait que le parent qui n'a pas le droit de garde a des arriérés de pension alimentaire si la DCS connaît le numéro de sécurité sociale du parent n'ayant pas le droit de garde et si votre dossier satisfait aux critères suivants :

1. la dette des arriérés de pension alimentaire est due sous l'ordonnance de pension alimentaire.
2. le total des arriérés de pension alimentaire dus par le parent n'ayant pas le droit de garde est de 500 USD ou plus. Si la DCS ne peut pas déterminer le total des arriérés de pension alimentaire dus, la DCS peut limiter la dette au montant accumulé depuis que la DCS a accepté votre dossier.

L'IRS envoie à la DCS le remboursement d'impôt du parent qui n'a pas la garde de l'enfant pour payer la pension alimentaire au titre des enfants, y compris tout montant de pension alimentaire dû au moment où le remboursement est reçu.

Si le parent n'ayant pas le droit de garde a déposé une déclaration commune, la DCS peut retenir le remboursement jusqu'à six mois avant de vous verser l'argent. La DCS peut retenir le remboursement des impôts pour permettre à l'autre partie au remboursement fiscal de réclamer sa part du remboursement.

Distribution des paiements

Il existe des réglementations fédérales et d'état strictes en ce qui concerne la distribution des paiements. La DCS utilise la date de réception des paiements pour décider comment affecter les fonds de la pension alimentaire. Aucune des parties à l'ordonnance ne peut choisir la période couverte par le paiement.

1. La DCS affectera les sommes d'argent reçues chaque mois, y compris le remboursement des impôts de l'IRS, en commençant par la pension alimentaire courante du mois.
2. La DCS peut retenir des frais de paiement annuel d'un montant de 25 USD, si vous n'avez jamais reçu de fonds TANF, TANF tribal ou AFDC en tant que parent ayant le droit de garde d'un enfant mineur après que 500 USD en pension alimentaire ait été versé en votre faveur dans votre dossier entre le 1^{er} octobre et le 30 septembre chaque année.
3. Une fois que la DCS a affecté un paiement à la pension alimentaire courante, la DCS appliquera toute autre somme d'argent supplémentaire aux arriérés de pension alimentaire.
4. Si le parent n'ayant pas le droit de garde doit une pension alimentaire courante à plus d'une famille, la DCS affecte les sommes d'argent à toutes les pensions alimentaires courantes avant toute application aux arriérés. Ni vous, ni le parent n'ayant pas la garde ne peuvent décider de la manière dont la DCS distribue les paiements.
 - Il existe cependant une exception à la règle édictée ci-dessus. Le parent n'ayant pas le droit de garde peut spécifier la distribution des paiements pour les cas de Paiement des services uniquement (Payment Services Only - PSO). Le PSO a trait à ces affaires pour lesquelles la DCS assure la tenue d'un registre et la distribution des paiements mais ne poursuit pas l'exécution d'une ordonnance de pension alimentaire.

La DCS vous enverra les paiements de pension alimentaire courants. Si vous avez opté pour un virement automatique, la DCS virera directement les paiements sur votre compte bancaire via Transfert de fonds électronique (Electronic Funds Transfer - EFT).

AVIS : Si vous n'autorisez pas de virement automatique, la DCS vous enverra automatiquement une carte Visa de débit appelée DCS ReliaCard. Si vous avez une carte DCS ReliaCard, la DCS procédera à un virement de votre pension alimentaire au titre des enfants sur la carte au lieu de votre compte bancaire. Dans la plupart de cas, les paiements de pension alimentaire sont disponibles sur votre compte bancaire ou votre DCS ReliaCard dans les trois jours ouvrés une fois que la DCS les applique à votre cas. Vous pouvez utiliser la DCS ReliaCard dans les millions de sites où VISA est accepté et dans les distributeurs bancaires. Vous pouvez obtenir de plus amples informations concernant les paiements électroniques ou en savoir plus sur les options à votre disposition pour recevoir les paiements en composant le 800-468-7422 ou en visitant le site Internet www.dshs.wa.gov/dcs.

Les paiements d'arriérés de pension alimentaire peuvent ou pas vous parvenir.

1. Si vous et vos enfants n'avez jamais bénéficié d'une assistance publique, la DCS vous adressera les sommes d'argent.
2. Si vous avez reçu une assistance publique et qu'aucune dette n'est attribuée à une juridiction quelconque, la DCS vous adressera les sommes d'argent.
3. Si vous avez reçu une assistance publique dans le passé, la DCS distribue les arriérés de pension alimentaire une fois que vous ne recevez plus l'assistance publique de :
 - a. en premier lieu, tout arriéré qui vous est dû qui n'a jamais été attribué à l'état.
 - b. en second lieu, tout arriéré qui a été temporairement attribué à l'état selon cession intervenue après le 30 septembre 1997 et avant le 1er octobre 2008, qui n'était pas une partie des arriérés tel qu'ils sont décrits dans la section c ci-dessous.
 - c. en troisième lieu, pour tout arriéré qui est définitivement attribué à l'état par une cession d'assistance publique intervenue avant le 1 octobre 1997, ou cédé après cette date parce qu'une subvention d'assistance publique vous a été payée ce mois-là.
 - d. Les paiements reçus de l'IRS et appliqués aux arriérés de pension alimentaire sont distribués aux arriérés attribués définitivement avant d'être distribués aux arriérés attribués temporairement.
4. Si le parent n'ayant pas le droit de garde doit des arriérés à plus d'une famille, la DCS divise proportionnellement les sommes d'argent recouvrées entre les familles.

Si vous recevez des paiements de pension alimentaire par erreur, vous devez retourner les sommes dans la plupart des cas. Pour recouvrer des paiements erronés, la DCS peut engager une saisie sur votre salaire ou constituer des sûretés sur vos biens. DCS vous enverra un avis avant d'engager l'une de ces actions. Si vous contestez les actions de la DCS, vous pouvez demander une audience.

Ce que vous devez faire

Une fois que vous demandez à la DCS des services de mise en application de pension alimentaire, vous devez :

1. envoyer à la DCS tous les paiements que vous recevez directement du parent n'ayant pas le droit de garde. La DCS doit consigner tous les paiements pour traiter votre dossier. Si vous avez reçu des paiements de pension alimentaire avant d'avoir fait une demande de service auprès de la DCS, vous devez donner à la DCS une déclaration énumérant tous les paiements reçus. Quand vous envoyez les paiements que vous avez reçus directement du parent n'ayant pas le droit de garde à la DCS, la DCS vire le montant sur votre DCS ReliaCard ou effectue un virement automatique sur votre compte bancaire.
2. Donnez à la DCS ou aidez la DCS à obtenir les copies de toutes les ordonnances de pension alimentaire prononcées dans votre dossier.
3. Notifiez la DCS de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone. La DCS a besoin de ces informations pour vous envoyer les paiements ou pour vous contacter à propos de votre affaire. La DCS peut vous signifier des avis par courrier recommandé.
4. Avisez la DCS si vous engagez les services d'un avocat ou d'une agence privée pour recouvrer votre pension alimentaire. Vous devez donner à la DCS le nom et l'adresse de l'avocat ou de l'agence privée. Vous devez dire à la DCS sur quoi l'avocat ou l'agence privée vont travailler.
 - a. La DCS peut ne pas être en position de recouvrer votre pension alimentaire tant qu'un avocat ou qu'une agence privée essaye de la recouvrer.
 - b. Si vous avez engagé un avocat afin de modifier votre ordonnance de pension alimentaire, vous et votre avocat devez signifier le parent n'ayant pas la garde et la DCS.
5. Notifiez immédiatement la DCS si vous vous reprenez votre relation avec le parent n'ayant pas le droit de garde ou si les enfants vont vivre en un autre lieu. Vous devez fournir toute information supplémentaire demandée par la DCS.

Cessation des services de la DCS

Si vous voulez que la DCS cesse de vous fournir des services complets de recouvrement de pension alimentaire, vous devez en faire la demande auprès de la DCS par écrit. Si votre ordonnance de pension alimentaire exige que le parent n'ayant pas le droit de garde paie la pension alimentaire via le WSSR, la DCS cesse de vous fournir des services complets, change votre dossier en services de paiement uniquement et avise le parent n'ayant pas le droit de garde. Si votre ordonnance de pension alimentaire ne requiert pas de paiement via le WSSR, la DCS clôture votre dossier.

Si vous et vos enfants retournez avec le parent n'ayant pas le droit de garde, la DCS cesse de recouvrer la pension alimentaire courante. La DCS vous tient informé(e) de tout changement des types de services que vous recevez.

Lois et règlements affectant la pension alimentaire au titre des enfants

Les chapitres suivants du Code révisé de Washington (Revised Code of Washington - RCW) et du Code de droit administratif de Washington (Washington Administrative Code - WAC) régissent les services que la DCS fournit.

RCW 26.18 WAC 388-14A
RCW 26.21
RCW 26.23
RCW 74.20
RCW 74.20A

Les délais de prescription peuvent s'appliquer à la dette de pension alimentaire au titre des enfants. S'ils s'appliquent, le parent qui n'a pas le droit de garde peut utiliser le délai de prescription comme argument de défense alléguant qu'il n'est plus redevable de toute ou d'une partie de la pension alimentaire des enfants.

Appels téléphoniques

Appelez le système téléphonique automatisé « KIDS » au 800-442-5437 pour obtenir des informations concernant votre dossier. Veuillez utiliser de préférence ce système. Si vous avez une question à laquelle le système « KIDS » ne peut pas répondre, appelez le bureau DCS chargé de votre affaire. Gardez à l'esprit que les appels téléphoniques empiètent sur le temps nécessaire pour recouvrer votre pension. Réduire le nombre d'appels permet à la DCS de mieux vous servir.

Si vous devez contacter la DCS, utilisez les numéros de téléphone fournis ci-dessous. Merci de bien vouloir utiliser le numéro de téléphone gratuit uniquement pour les appels longue distance. Des services de téléphone texte (TTY/TDD) sont disponibles pour les personnes atteintes de troubles de la parole ou de l'audition.

Seattle : (206) 341-7000 or (800) 526-8658
Tacoma : (253) 597-3700 or (800) 345-9976
Everett : (425) 438-4800 or (800) 729-7580
Spokane : (509) 363-5000 or (800) 345-9982
Kennewick : (509) 734-2000 or (800) 345-9981
Vancouver : (360) 696-6100 or (800) 345-9984
Wenatchee : (509) 886-6800 or (800) 535-1113
Yakima : (509) 249-6000 or (800) 441-0859
Olympia : (360) 664-6900 or (800) 345-9964
Fife: (253) 922-0454 ou (866) 243-4449

Pour de plus amples informations concernant les paiements électroniques, veuillez composer le 800-468-7422 ou visitez le site web de la DCS à www.dshs.wa.gov/dcs. Vous pouvez vous inscrire pour consulter l'historique de vos paiements en ligne à www.dconline.dshs.wa.gov.

Aucune personne ne subira de discrimination en matière d'emploi, de services ou pour tout aspect des activités du programme, en raison de sa race, sa couleur de peau, son origine nationale, ses croyances, sa religion, son sexe, âge ou handicap. Le présent formulaire est disponible dans d'autres formats sur demande.